BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1080

42 – LOIRE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE ST-ETIENNE

Ventes et cessions

793 767 930 RCS Saint Etienne.
FINATECC.
Forme : Société à Responsabilité Limitée.
Capital : 250300.00 EUR.
Adresse : 120, Rue Albert Camus, 42350 La Talaudière.
Oppositions : Art. L.236-15 du code de commerce.
Commentaires : AVIS RELATIF À UN PROJET DE FUSION FINATECC SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 250 300 EUROS SIEGE SOCIAL : La Talaudière (42350) - 120, rue Albert Camus 793 767 930 RCS DE SAINT-ETIENNE _____ IMMATECC SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 6 000 EUROS SIEGE SOCIAL : SAINT-JUST-MALMONT (43240), LERBRET 753 826 247 RCS LE PUY EN VELAY Suivant acte signé électroniquement le 10 mai 2024, déposé au GTC de Saint-Etienne le 13 mai 2024 et au GTC de Le Puy En Velay le 13 mai 2024, IMMATECC envisage de faire apport, à titre de fusion, à FINATECC, de la totalité de son actif évalué à 1 439 574 € contre la prise en charge de son passif évalué à 1 121 992 €, faisant ressortir un actif net de 317 582 €, déterminé sur la base du bilan d'ouverture de IMMATECC au 31 décembre 2023. En rémunération de l'apport, FINATECC augmenterait son capital de 317 580 € pour le porter à 567 880 €, par l'émission de 31 758 parts nouvelles de 10 € de valeur nominale chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées aux associés de IMMATECC, au prorata de leur détention dans le capital. Aucune prime de fusion n'a été constituée. Les créanciers des sociétés parties à cette opération, dont la créance est antérieure au présent avis, peuvent former opposition à cette fusion dans les conditions et délais prévus par les articles L.236-14 et R.236-8 du Code de commerce. Pour avis.